



AVOCATS SANS FRONTIERES  
France



## Appel à candidature pour le recrutement d'un.e CHEF(FE) de PROJET

### Projet IMPLICation et participation des acteurs pour la protection des droits des personnes privées de liberté (Haïti)

#### DESCRIPTION DES ORGANISATIONS

**Avocats Sans Frontières France** (ASF France) est une association de solidarité internationale régie par la loi française du 1er juillet 1901. Elle a pour mission de :

- Favoriser l'accès au droit et à une justice équitable pour les personnes vulnérables éloignées de celle-ci, détenues arbitrairement ou torturées
- Défendre toute personne privée d'une défense libre et indépendante ainsi que les défenseurs des droits de l'Homme menacés ou violentés dans l'exercice de leur fonction
- Renforcer la capacité d'agir et l'autonomie des acteurs locaux de la défense et de la promotion des droits de l'Homme (société civile et acteurs du système judiciaire).

Le **Collectif d'Avocat-es Spécialisé-es en Litige stratégique des Droits Humains (CALSDH)** œuvre en faveur d'une meilleure protection des droits humains en Haïti, notamment ceux des femmes, mineur(e)s et des autres personnes en situation de vulnérabilité. Des cas emblématiques de violations de droits humains sont judiciarisés par le Collectif et peuvent progresser au sein des juridictions nationales, régionales et/ou internationales. Le CALSDH a pour objectif de contribuer dans la lutte en faveur d'un égal accès à la justice à toutes- tous sans discrimination aucune et contre l'impunité. Le litige stratégique est utilisé comme moyen pour atteindre son objectif. Par la judiciarisation des cas emblématiques et ses stratégies de défense intégrale des droits de la personne, le Collectif envisage d'apporter sa contribution dans la lutte pour le changement des comportements des acteurs-actrices du système judiciaire et des dirigeant.es étatiques haïtien.nes.

#### CONTEXTE DE LA MISSION

Depuis 2018, Haïti a connu plusieurs périodes d'instabilité socio-politique qui ont conduit au blocage de l'ensemble du pays. Le gouvernement est visé par des accusations concernant notamment des pratiques massives de corruption. Plusieurs épisodes particulièrement meurtriers se sont développés dans les quartiers populaires de la capitale. Le fonctionnement du tribunal de Première Instance de Port-au-Prince est particulièrement impacté étant fréquemment l'objet de manifestations ou d'interventions de bandits armés à proximité. Plusieurs autres tribunaux dans d'autres juridictions sont aussi inaccessibles en raison du contexte d'insécurité généralisée dans le pays. N'en parlons pas des grèves à répétition de nombreux acteurs du système judiciaire. Entre temps, les autorités gouvernementales peinent à répondre aux revendications des magistrat.es, commissaires du gouvernement, des huissiers et greffiers.

La surpopulation carcérale en Haïti est due au nombre élevé d'arrestations arbitraires et au recours fréquent à la détention préventive<sup>1</sup> et conduit à des conditions inhumaines de détention.

Le problème principal identifié repose sur le **manque de protection et de défense des droits civils et politiques des personnes privées de liberté** qui ont très peu accès à la Justice et **manque de moyens** pour faire valoir leurs droits. Les causes principales à ce problème sont un manque de connaissances de la société civile des instruments juridiques protégeant les personnes privées de liberté et des mécanismes à disposition pour faire respecter leurs droits ainsi qu'un manque de

---

<sup>1</sup> Human Rights Watch, Haïti, événements de 2018 : <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/326058>

structuration, de capacités techniques et d'outils permettant de monitorer les politiques publiques ou d'influencer des changements. En outre les structures et acteurs étatiques eux-mêmes n'ont pas toujours ni les compétences, ni les moyens pour respecter les droits des personnes privées de liberté, entraînant ainsi des défaillances du système judiciaire et notamment nombre de détentions

C'est pour répondre à ces thématiques qu'ASF France et le Collectif d'Avocat-es Spécialisé-es en Litige stratégique des Droits Humains (CALSDH) souhaitent mettre en place le projet IMPLIC.

## **DESCRIPTION DU POSTE**

Basé à Port-au-Prince, le/la chef(fe) de projet IMPLIC veille à la mise en œuvre du projet IMPLIC en Haïti. Il sera sous la responsabilité hiérarchique du CALSDH et en lien étroit opérationnel et fonctionnel avec ASF France.

Il ou elle travaille en étroite collaboration avec le Responsable Administratif et Financier du CALSDH et supervise l'action de l'Assistante de coordination.

### **1. Coordination**

Garantir la coordination, le suivi et l'évaluation des activités du projet.

- Assurer la bonne mise en œuvre du projet et de ses activités, conformément aux termes de référence du projet et aux engagements pris avec les bailleurs de fonds.
- Assurer le suivi opérationnel du projet (finance, logistique, administratif) et des missions dans leurs composantes humaines, matérielles et financières.
- Apporter un appui aux équipes projet et partenaires dans la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets en fonction des objectifs.

### **2. Gestion technique**

- Planifier, superviser et suivre la mise en œuvre des activités.
- Organiser les déplacements dans les régions concernées et préparer le matériel nécessaire aux activités.
- Organiser les missions des experts ASF France sur le terrain.
- Créer et mettre en place des outils de suivi du projet.
- Compiler toutes les données collectées auprès des partenaires et des bénéficiaires et transmettre les rapports au siège d'ASF France et au CALSDH.
- Participer à l'évaluation et à la capitalisation du projet.
- Fournir une analyse régulière de la situation du projet.
- Rendre compte au chargé de projets d'ASF France au siège.
- Établir les rapports programmatiques aux bailleurs, sous supervision du chargé de projets d'ASF France.

### **3. Gestion administrative et logistique**

- Gestion des ressources humaines
  - o Coordonner et guider l'équipe du projet
  - o Planifier les activités et organiser régulièrement des réunions d'équipe dans le cadre du suivi du projet
  - o S'assurer du respect des procédures d'ASF France et du CALSDH.
- Assurer la mise en place et le fonctionnement du bureau, effectuer notamment les démarches administratives et déclaratives nécessaire dans le cadre du projet.
- Superviser l'archivage, la tenue et la sécurisation de tous les dossiers du projet.
- Elaborer et suivre les conventions d'établissement et/ou de partenariat avec les autorités et institutions haïtiennes.

### **4. Gestion financière**

- Effectuer le contrôle et le suivi budgétaire et financier du projet selon les règles et procédures du consortium et en collaboration avec le Responsable Administratif et Financier du CALSDH.
  - Valider les opérations bancaires dans le cadre des paiements à effectuer en Haïti.
  - Elaborer les prévisionnels de trésorerie et les demandes de fonds en collaboration avec l'équipe du projet.
  - Superviser l'élaboration des rapports financiers remis aux bailleurs de fonds.
  - Rendre compte au Responsable Administratif et Financier d'ASF France au siège de toute anomalie identifiée.
5. Représentation et communication
- Représenter le projet IMPLIC et le consortium auprès des parties prenantes, en collaboration avec les représentants d'ASF France et du CALSDH
  - Communication interne :
    - o Assurer la circulation de l'information entre l'équipe IMPLIC, le siège d'ASF France et la Direction du CALSDH.
    - o Préparer des rapports internes hebdomadaires et mensuels sur le suivi du projet (gestion financière, gestion des ressources humaines, activités, etc.).
  - Communication externe :
    - o Etablir des relations et représenter le projet devant les partenaires techniques et financiers (PTF).
    - o Assurer la visibilité du projet.
    - o Etablir et mettre en œuvre le plan de communication dans le pays en conformité aux valeurs et principes des partenaires.
6. Sécurité
- Analyser le contexte sécuritaire des zones d'intervention d'IMPLIC et transmettre les informations aux partenaires.
  - Être le point focal sécurité et s'assurer du respect et de l'application du plan de sécurité par l'équipe du projet.
  - Evaluer les risques et menaces liés à la mise en œuvre des activités (missions notamment).
  - Respecter les normes de sécurité internes du CALSDH.
7. Divers
- Travailler en collaboration avec l'équipe du CALSDH basée à Port-au-Prince.
  - Répondre aux demandes du siège d'ASF France.
  - Identifier les opportunités de cofinancement et élaborer les demandes de financement, en lien avec le siège d'ASF France et le CALSDH
  - Assurer les rapports demandés par le gouvernement haïtien.

## **PROFIL RECHERCHE**

### 1. Formation

- Bac + 5 en Management, Gestion de projet, Droit, ou Sciences Politiques.

### 2. Expériences

- Expérience de 5 ans minimum en gestion de projets de coopération internationale (gestion financière et administrative, cycle de projet, mécanismes de coopération)
- Expérience en gestion ou comptabilité.
- Expérience de travail avec les bailleurs de fonds internationaux.

### 3. Compétences

- Maîtrise parfaite de la gestion du cycle de projets.
- Capacités avérées en coordination de projets.
- Excellentes capacités rédactionnelles et d'analyse.
- Connaissances des enjeux en Haïti.
- Connaissance des procédures de l'Union Européenne.
- Maîtrise écrite et orale du français.
- Maîtrise Pack Office indispensable (Word, Excel, Power Point, Publisher, Internet Explorer)
- Des connaissances en droit, notamment en matière de droits des personnes privées de liberté serait un atout.

### **CONDITIONS DE TRAVAIL**

Contrat de droit local (temps plein)

Rémunération selon profil et expérience

Durée du contrat : 12 mois renouvelables

Prise de fonction : août 2022

Lieu d'affectation : Port-au-Prince, missions prévues dans d'autres localités

### **Comment postuler**

Envoyer CV, lettre de motivation et références au plus tard le 17 juillet 2022 à l'adresse suivante : [secretariat@avocatssansfrontieres-france.org](mailto:secretariat@avocatssansfrontieres-france.org) en mentionnant dans l'objet : **CDP Haïti**

Tout dossier de candidature incomplet et tout CV de plus de 3 pages ne seront pas considérés.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.